

DÉBAT SUR LA COP21

Pragmatiques jusqu'au cou

Raymond Klein

Comment lutter contre le réchauffement climatique ? Un peu d'accord global, beaucoup de dynamiques locales et plein de questions sans réponse, c'est le bilan de la table ronde de mardi dernier.

« Copenhague a été un succès. » Brice Lalonde sait comment attirer l'attention du public, lui qui a été candidat écologiste à l'élection présidentielle en 1981, ministre de l'Environnement dans des gouvernements de gauche, puis conseiller régional élu sur une liste de droite et enfin conseiller de l'ONU en matière de développement durable. Alors que la plupart des acteurs « tirent les leçons » de la conférence climatique de Copenhague en 2009 pour faire mieux à Paris, Lalonde explique que « de bons résultats ont été obtenus parce que c'étaient les chefs d'État qui négociaient » et que « l'erreur venait des ONG, qui attendaient trop de cette conférence ». Il en rajoute : « Le monde économique par contre, il bouge. Il ne demande qu'une chose, qu'on mette un prix au carbone. » Avait-il été invité à la table ronde sur le climat de l'Institut Pierre Werner (IPW) pour représenter des positions de droite ? Dans ce cas, mission accomplie.

Réponse du tac au tac : « Les lobbies industriels ? Les mêmes qui, à Bruxelles, en coulisse, tuent dans l'œuf ce type de projet ? » Claude Turmes, eurodéputé vert, est convain-

cu de l'hypocrisie de leur discours. « Le prix du carbone qu'ils veulent sera tel que ça ne changera rien. » Et Silke Beck, chercheuse allemande en politiques du climat, se montre également sceptique au vu de l'expérience du système de quotas d'émissions (Emission Trading Scheme), supposé donner un prix au carbone : « Le marché des quotas a abusé des failles du système et du manque de contrôle - un peu comme VW a triché pour les normes de pollution. » Et, dans la perspective d'un accord sur le climat, elle recommande de mettre en place un mécanisme de surveillance qui ne serait pas un tigre de papier.

Helmut ou Hillary ?

Le 10 novembre, l'IPW a rassemblé des invités venus de ses trois pays fondateurs et d'horizons assez différents, même si le panel comptait, en incluant le modérateur Robert Garcia, trois Verts. Et, hasard du calendrier, ce même jour est mort Helmut Schmidt. « Politicien qui a rendu de grands services à l'Allemagne, à l'entente franco-allemande, à l'Europe », rappelle l'ambassadrice allemande lors de son discours d'ouverture. Et d'enjoindre à l'auditoire de la salle Robert Krieps, plus d'une centaine de personnes, de se lever en l'honneur du « grand homme ». Presque tous se lèvent. Ensuite, l'ambassadeur français renchérit : Schmidt serait « l'un des plus grands hommes d'État que la

terre ait connus » - summum de diplomatie ou d'ironie ? S'associer au deuil, rendre hommage, certes, mais qu'à la veille d'une conférence où se joue l'avenir de l'humanité on traite comme un demi-dieu ce politicien somme toute pragmatique plutôt que visionnaire, libéral plutôt qu'écologiste... cela augure mal des débats politiques à venir.

Arrivera-t-on à un accord climatique ? Un feuillet distribué au public énumère les « douze propositions pour faire de Paris un succès » de Pascal Canfin. « Hélas, il n'y en a que deux et demie qui sont sur la table lors des négociations », peste Lalonde. « Le plus important, c'est que tous les pays adhèrent à l'accord », estime Camille Gira, secrétaire d'État à l'Environnement. L'idée des négociateurs luxembourgeois est que, même si les objectifs de réduction adoptés à Paris sont insuffisants, on pourra toujours les relever après. Mais pour cela, il faudrait qu'au moins ils soient juridiquement contraignants - ce qui est improbable.

« Longtemps, on n'a pas compté avec le refus des États-Unis d'accepter des régulations externes contraignantes », constate Beck. « Désormais, on poursuit une approche 'bottom-up', où chaque pays choisit seul ce qu'il veut faire. » Ce qui inquiète vivement Turmes : « Gare à nous si le 'Tea Party' arrive au pouvoir : il reviendra sur les mesures prises par Obama. Il ne nous reste

qu'à prier pour que Hillary Clinton gagne. » Ce qui renvoie à la question de savoir pour qui il faut prier en Europe. Pas d'Obama ni de Clinton en vue - faudrait-il faire présider la Commission par le pape François ?

Prier pour les dirigeants, raisonner en termes de pays, cela peut-il fonctionner ? Lalonde semble en douter, critiquant le « style westphalien » des négociations - se référant à la paix éponyme de 1648 qui fonda les relations internationales sur la souveraineté des États pour plus de trois siècles. Norry Schneider, représentant du mouvement de la transition, déplore également qu'on ne raisonne plus en termes de développement durable mondial, comme on le faisait à Rio en 1992. « Un accord non contraignant, sans sanctions ? Ce ne serait pas cohérent », estime-t-il. Tout en appuyant la demande des pays du Sud que les pays industrialisés assument leur responsabilité historique pour le réchauffement climatique.

Sauvés par le Sud ?

Un problème ? Gira explique que, notamment pour les pays en développement, « protéger le climat, ce n'est pas un fardeau mais une chance ». Plutôt que d'investir, comme nous, dans des structures centralisées coûteuses, il recommande de « mettre un panneau solaire sur chaque cabane en Afrique ». Certes, les pays du Sud seraient fous de se ruer dans les culs-

PHOTO : LM



Sainte Hillary, veillez sur nous pauvres pêcheurs climatiques, et sauvez notre monde du réchauffement fatidique ! Claude Turmes se résigne à la prière, Brice Lalonde rédige un appel au secours. On est foutus.

de-sac du développement empruntés par les pays industrialisés. Mais on peut douter que le rattrapage en termes de prospérité puisse réussir à coups de cabanes autosuffisantes et d'eau fraîche. Et ce message est d'autant moins crédible que les citoyens des pays du Nord s'accrochent au confort énergivore de leurs grandes maisons en béton, de leurs arsenaux électroménagers et de leurs voitures individuelles.

Obtenir un accord en se soustrayant à ses responsabilités n'est pourtant pas l'objectif de Gira. Il insiste sur le fait qu'il faudra tenir la promesse des cent milliards de dollars d'aide par an au profit des pays du Sud. Et assure que, selon les derniers calculs, le compte y sera bientôt. Espérons qu'il ne s'agit pas de calculs à la VW. Turmes insiste également sur l'importance de la « justice climatique » - il est très critique envers les tentatives de sauver le climat sur le dos du Tiers Monde. Et il fustige l'ETS : « Ce système n'a jamais fonctionné au niveau européen. Alors, quand on propose de l'internationaliser, je m'inquiète. » Pour lui, les mécanismes de marché ne peuvent pas tout résoudre. Quant au projet de fusionner les ETS chinois et européen, il le qualifie d'« absurde ».

Tant qu'on y est, pourquoi ne pas remettre en question notre modèle économique ? « Il y a un problème qui n'est pas abordé dans les douze propositions, celui de la croissance »,

remarque Schneider. « Comment le Luxembourg veut-il réussir sa transition énergétique tout en demandant à Jeremy Rifkin de développer un nouveau modèle de croissance ? » Gira défend le gouvernement : certes, une croissance infinie ne serait pas possible, mais la troisième révolution industrielle permettrait de concilier croissance et transition. « Et puis, au Luxembourg, mettre en avant moins de deux pour cent de croissance, c'est politiquement impossible. » De manière générale, Gira se demande comment maintenir la cohésion sociale sans croissance du PIB.

Sans politique, c'est mieux ?

« C'est ce qui fait paniquer tout le monde : financer la protection sociale sans croissance », confirme Turmes. Pour lui, une seule solution : « la réorganisation radicale de nos systèmes fiscaux », consistant à enfin taxer les individus et les entreprises qui gagnent « vraiment » de l'argent. Lors des questions du public, Gira se prononce en faveur d'une telle « réorganisation radicale ». Sauf que, pour lui, il s'agit d'alléger les charges fiscales pesant sur le travail et de taxer les ressources naturelles. Après avoir ainsi fait l'impasse sur la redistribution demandée par le député européen, le secrétaire d'État en rajoute : « Hélas, pour une réforme fiscale écologique, il n'y a pas de majorité dans ce pays. » Il se console : « Il faut se

contenter de petits pas, en attendant qu'un choc se produise et permette d'aller plus loin. »

Revoir ses objectifs à la baisse ? Pour Beck, ce n'est pas forcément une mauvaise chose : la douche froide de Copenhague aurait ainsi préparé le terrain pour des « succès pragmatiques ». Gira par contre est un pragmatique malgré lui : « Nos structures cérébrales datent de l'âge de pierre et conviennent pour réagir rapidement à un danger immédiat. Mais elles sont inefficaces face à des menaces telles que le changement climatique, qui ne se concrétiseront vraiment que dans 20 ou 30 ans. »

Le pragmatisme et l'aveu que la politique est impuissante amènent les politiciens comme les experts à s'en remettre... aux citoyens, afin que ceux-ci agissent à leur place. Là, c'est Beck qui met en garde : agir localement se heurte à de nombreuses résistances, comme celle des ouvriers du charbon refusant d'être licenciés ou celle des défenseurs du paysage combattant les éoliennes. Et ce n'est pas l'enthousiasme du transitionniste Schneider, de l'ex-militant écologiste Turmes ou de l'ex-bourgmestre Gira pour les « dynamiques locales » qui nous convaincra que ce serait suffisant. Après tout, et malgré des efforts exemplaires, à Beckerich, combien de maisons passives, combien de ménages sans voiture ?

« We, the peoples of the United Nations... », c'est ainsi que débute

la Charte des Nations unies. L'ordre mondial est fondé sur les arrangements entre États. Or, pour des problèmes tels que le changement climatique, l'approche de la négociation entre États pour pouvoir agir sur le terrain semble avoir échoué. Faut-il en conclure que les initiatives locales sont notre seul espoir ? N'y aura-t-il pas besoin d'approches cohérentes, globales - pour fixer des objectifs, surveiller leur application, et surtout, pour organiser les flux d'argent et de technologies indispensables à une transition juste ? Tout cela, les négociations entre États ne sont pas capables de le mettre en place. Raison de plus pour que les initiatives d'en bas s'emparent du sujet et réécrivent ensemble la Charte en supprimant le « s » fatal : « We, the people of the United Planet... ».

Utilisés lors du débat : les graphiques de l'« Atlas de la révolution climatique » (www.humanite.fr/atlas-sur-le-climat-un-ouvrage-de-reference-586854).

Au-delà du débat : Climate March Luxembourg, 30 novembre, 18h, place Clairefontaine (www.facebook.com/Votum-Klima-538923149597473/).